

## **Élections européennes : promouvoir une alternative avec les forces syndicales et barrer la route aux partis d'extrême-droite !**

RESOLUTION D'URGENCE DES SYNDICATS FRANÇAIS CFDT – CGT - FSU  
CONGRES EPSU - 20 JUIN 2024

Les syndicats français CFDT, CGT et FSU ont fait le choix de vous présenter cette résolution d'urgence, à la fois en soutien à la résolution d'urgence présentée par la FSESP, mais aussi pour dire l'état de choc politique que nous vivons en France.

Les extrêmes droites, qui drapées derrière des discours pseudo sociaux portent en réalité un projet identitaire, autoritaire, d'individualisme, de repli et d'exclusion, ont de nouveau atteint des scores en évolution et un score historique en France à l'occasion des élections européennes.

Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé avec près de 40% des voix exprimées, dans un contexte où l'abstention a été pratiquement de 50%.

Les syndicats français déplorent cette situation qu'ils ont combattu de toutes leurs forces. La décision du Président de la République de dissoudre l'Assemblée Nationale à la hâte, ouvre une forte probabilité de la céder au parti de Marine LEPEN et donc d'avoir dans moins d'un mois un gouvernement d'extrême-droite. Le président continue de brutaliser la démocratie en précipitant des élections qui ne laissent pas le temps d'une vraie campagne et en tentant de fermer le débat en un choix entre les néolibéraux et l'extrême-droite populiste.

Comme ils l'ont toujours fait, les syndicats français mobilisent toutes leurs forces pour faire barrage à l'extrême-droite. Nous ne voulons pas du triste symbole de Jeux Olympiques de Paris inaugurés par un 1<sup>er</sup> ministre d'extrême-droite.

Nous alertons depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse certains pays, dont la France. Le contournement du dialogue social, l'abandon des services publics, le déclassement de populations et de territoires, le passage en force de mesures anti-sociales amplifiant la baisse de pouvoir d'achat et la précarisation d'une grande partie de la population de travailleurs, retraités et les privés d'emplois.

L'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

L'arrivée des extrême-droites au pouvoir constitue et constituera un danger majeur pour la démocratie, ses services publics et pour toutes les conquêtes sociales déjà largement remises en cause depuis des années par des politiques de dérégulation.

De l'histoire, ou en regardant ce qui se passe aujourd'hui en Italie, en Hongrie, en Argentine, nous savons que les politiques d'extrême-droite riment avec privatisation, austérité pour les salaires et les services publics. Par exemple en France, le RN a inscrit dans son programme la privatisation de tout l'audio-visuel public.

Ces partis remettent en cause l'indépendance de la justice et du rôle des syndicats, ils attaquent les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, ils remettent en cause le droit à l'IVG, et portent les odieuses politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs et les pénalisent en fonction de leur religion, de leur couleur de peau ou de leur nationalité.

Nous, syndicats français des services publics, ne pouvons tolérer un projet qui veut créer un service public à deux vitesses, avec des services sociaux, de logement, de solidarité, qui ne seraient accessibles qu'aux personnes répondant à des critères discriminants en question de nationalité, d'origines ethniques, ou de modèle familial.

**Nous invitons la FSESP et tous nos camarades syndicalistes affiliés à un soutien aux humanistes, aux forces syndicales et sociales françaises en vue des élections législatives. Rassemblés et solidaires partout en Europe, nous syndicats ne laisserons pas la peste gagner du terrain, ce sera un combat de tous les jours mais nous ne céderons pas.**